



NON aux cadeaux fiscaux de 350 millions pour les familles aisées

La majorité de droite (UDC, PLR et PDC) vend l'augmentation des déductions pour enfant de 6'500 à 10'000 francs comme un soutien aux familles. En réalité, il s'agit purement et simplement d'un cadeau fiscal de 350 millions de francs aux familles ayant de hauts revenus. Car ce ne seraient que celles et ceux qui n'en ont pas besoin qui bénéficieraient de ces déductions sur l'impôt fédéral direct. Dès demain, le PS Suisse récoltera les signatures pour le référendum contre ce cadeau fiscal inutile pour les familles aisées.

«C'est la classe moyenne qui devra payer ce cadeau fiscal», déclare Christian Levrat, président du PS Suisse. Moins d'un tiers de ces 350 millions de francs irait à des familles dont le revenu brut se situe entre 100'000 et 150'000 francs. « En plus d'en payer la facture, ces familles seraient préteritées par cette mesure, car les recettes fiscales viendraient à manquer : lorsque les subventions pour les primes d'assurance-maladie sont supprimées ou que les tarifs des crèches augmentent, ce sont les familles de la classe moyenne qui sont les premières touchées. »

La déduction la plus importante s'appliquerait pour les revenus supérieurs ou égaux à CHF 300'000. « 70 % de ces 350 millions de francs iront aux quelque 12 % des ménages les plus aisés de Suisse », explique Ada Marra, conseillère nationale et vice-présidente du PS Suisse. « C'est typique de la politique de la majorité de droite : l'argent va aux plus riches, alors que les aides comme les réductions des primes d'assurance-maladie sont supprimées à cause de leur politique financière restrictive. Ça ne peut pas fonctionner. »

En sus, la moitié des familles ne toucherait absolument rien de ce cadeau fiscal. 45 % des familles ne paient aucun impôt fédéral parce qu'elles gagnent trop peu d'argent. « Elles ne peuvent ainsi faire aucune déduction », ajoute l'élue vaudoise. « Les familles dont le budget est le plus impacté par les primes d'assurance-maladie, les loyers et les charges ne profiteraient donc aucunement de ces déductions. »

La majorité de droite semble donc se soucier bien moins du sort des familles que du 20 octobre et des portefeuilles de sa clientèle. « Elle craint apparemment la fin de sa domination au Parlement et veut offrir à ses riches mécènes un dernier cadeau en toute fin de législature », explique Christian Levrat. Nous avons besoin d'un référendum pour empêcher ce cadeau fiscal et dédier enfin la prochaine législature au progrès social : « Nous devons revenir à des primes d'assurance-maladie abordables, rendre les loyers supportables et créer davantage de places de crèche. Voilà ce qu'on appelle une vraie politique familiale. »